REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 20 au 26 septembre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale : Projet GPS.....2
- Lancement du projet Gouvernance, Paix et Stabilité de la Commission de l'océan Indien
- COI : un projet sur la paix et la stabilité régionale en gestation
- COI - GOUVERNANCE | Lancement du projet GPS
- Prevention de crise : la COI lance le projet GPSI
- COI : 8 millions d'euros pour la gouvernance, la paix, et la stabilité

1.2 Changement climatique.....10
- Drier climate expected in coming months, say experts from Seychelles and southwestern Indian Ocean region
- Changement climatique – D'ici à janvier 2023 : Les pluies d'été pourraient se faire désirer

1.3 Environnement marin.....13
- Les plastiques marins dans l'océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Biodiversité.....14
- Menace sur le microcebus Berthae : Une honte pour Madagascar selon le Pr Jonah Ratsimbazafy

2.2 Education.....15
- Un second cycle à la faculté de médecine s'ouvre en septembre 2023

2.3 Tourisme..... 16
- Tourisme : Optimisme affiché pour 2023

1.4 Changement climatique.....17
- Renforcer la résilience de Maurice
- « Soutenir les mesures d'adaptation »

1.5 Environnement marin.....21
- JOURNÉE MONDIALE DE LA MER : L'IMPACT DE LA POLLUTION TERRESTRE SUR LES OCÉANS

Témoignages

Lancement du projet Gouvernance, Paix et Stabilité de la Commission de l'océan Indien

Présidence malgache de la COI



La Commission de l'océan Indien (COI) a lancé le 22 septembre les premières activités du projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie (GPS). Ce projet, financé par l'Agence française de développement, vise le renforcement des institutions démocratiques, la consolidation de l'état de droit et la dynamisation de la participation citoyenne en faveur de la paix au sein des États membres de la COI.

La cérémonie de lancement officiel du projet à Antananarivo le 22 septembre a été l'occasion de présenter les premières activités qui démarrent. Ces activités se caractérisent par leur diversité tant dans le contenu que dans les publics visés. En effet, les premières actions du projet GPS ciblent les parlementaires, les institutions démocratiques, les organismes de gestion des élections (OGE) et de la société civile ou encore les professionnels de médias et les citoyens.

Concrètement, le projet GPS déroulera sur les prochaines semaines les activités suivantes :

- Un atelier d'échanges sur les stratégies de communication et de sensibilisation des OGE dont la Commission électorale nationale indépendante de Madagascar ;
- La formation des professionnels de médias malagasy à la couverture de processus électoraux et de médias seychellois à la couverture parlementaire et des institutions démocratiques ;
- La création d'un réseau régional des Organes de gestion des élections ;
- Un séminaire régional de réflexion sur la paix et la prévention des crises ;
- Un séminaire régional pour la redynamisation de l'Association des Parlementaires des États membres de la COI.

Le démarrage des activités renforce l'engagement de la COI à porter la voix des Etats membres pour construire un authentique espace de paix et de faire de l'Indianocéanie un espace résilient.

« Ce premier projet dans l'histoire de la COI en faveur de la Gouvernance, de la paix et de la stabilité est ambitieux et doit répondre à l'aspiration commune d'un vivre-ensemble harmonieux et d'une paix durable », résume ainsi le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou.

Premier projet de la COI autour des questions de gouvernance et de coopération diplomatique, le projet GPS de la COI ambitionne de répondre aux besoins en matière de prévention des crises et de promotion de la paix et de la stabilité dans la région à travers quatre composantes :

- La prévention et médiation des crises ;
- L'amélioration des processus électoraux ;
- Le renforcement des institutions démocratiques ;
- La consolidation du rôle de la COI dans la promotion de la paix et de la stabilité.

Le projet GPS est financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 8 millions d'euros. La durée de mise en œuvre du projet est de 54 mois.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Un projet sur la paix et la stabilité régionale en gestation

Gouvernance, paix et stabilité. Ce sont les axes du projet concocté par la Commission de l'océan Indien (COI). Financé par l'Agence française de développement (AFD), le coup d'envoi de ce projet a été donné, hier, à Antaninarenina.

L'objectif du projet est de renforcer la gouvernance pour assurer la stabilité et la paix dans les îles de la région Indianocéanie. Aussi, Madagascar, Maurice, La Réunion, les Seychelles et les Comores sont les pays cibles du projet. Le coup d'envoi officiel a été donné à Antananarivo, étant donné que la Grande île assure, actuellement, la présidence de la COI.

"Un des objectifs est de renforcer la coopération entre les membres de la COI pour renforcer la stabilité politique et éviter les crises afin de favoriser le développement", déclare le Général Richard Rakotonirina, ministre de la Défense nationale, qui assure l'intérim au ministère des Affaires étrangères. Dans ce sens, un renforcement de la coopération politique, diplomatique et économique est escompté par le projet lancé, hier.

L'idée du projet financé par l'AFD est, aussi, de mutualiser les expériences et expertises des pays membres de la COI dans des domaines comme les élections. Dans le cadre ce projet, un séminaire sur la communication et l'éducation électorale se tiendra ce jour. La Commission électorale nationale indépendante (CENI), la COI et les entités électorales des pays membres de cette organisation régionale seront les participants aux échanges. Une session de formation des journalistes sur les élections est aussi prévue la semaine prochaine.

G. F. R.

COI - GOUVERNANCE | Lancement du projet GPS



Dans le cadre de la présidence malgache de la Commission de l'Océan Indien (COI), le projet "Gouvernance, Paix et Stabilité" a été lancé officiellement à l'hôtel Colbert d'Antananarivo ce jeudi 22 septembre.

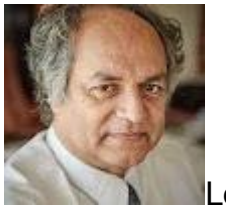
Financé à hauteur de 8 millions d'euros par l'**AFD**, le projet vise à renforcer la capacité des acteurs et à promouvoir la complémentarité des initiatives ainsi que la mutualité des expériences nationales à travers le partage et le dialogue. Quatre rubriques composent le projet : prévention et médiation des crises, amélioration des processus électoraux, renforcement des institutions démocratiques et consolidation du rôle de la **COI** dans la promotion de la paix et la stabilité.



Le Général de Corps d'armée, ***Richard Rakotonirina*** (Photo), Ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil des Ministres de la COI par intérim, a souligné qu'il s'agit d'un projet phare de la modernisation de la COI afin de répondre aux défis actuels de nos îles. La paix et la stabilité sont devenus des enjeux centraux de la région océan Indien. "Nous n'avons plus d'autres choix que d'unir nos forces" a-t-il soutenu pour faire de notre espace commun un espace protégé, stable et résilient.

Pour rappel, le comité de pilotage (COPIL) du projet "Gouvernance, paix et stabilité en Indianocéanie" de la Commission de l'océan Indien s'est réuni les 31 mai et 1er juin 2022, à Maurice Les membres de ce COPIL sont des

représentants d'organes de gestion d'élection, d'assemblées nationales et de ministères des Etats membres. Ils ont passé en revue la structure et les activités prévues sur la durée du projet et pour sa première année de mise en œuvre.

Le Pr. ***Vêlayoudom Marimoutou*** (Photo), Secrétaire général de la COI, a réitéré, pour sa part, sa volonté de mener à bien ce projet clé pour l'organisation, en étroite collaboration avec les Etats membres et dans le respect du principe de subsidiarité des pays. Il a souligné la détermination commune des Etats membres à renforcer la gouvernance pour aboutir à une paix et une stabilité durables.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION ET D'ANALYSE
LES NOUVELLES

Prévention de crise

La COI lance le projet GPSI

Gouvernance, paix et stabilité en Indianoceanie (GPSI). C'est l'intitulé du projet lancé par la Commission de l'océan Indien (COI), dans les pays membres, financé à hauteur de 8 millions d'euros sur une période de 10 ans, par l'Agence française de développement. Il vise à renforcer la collaboration dans les domaines politique, diplomatique, économique et culturel entre les membres afin d'instaurer un climat de paix, de stabilité politique et d'apaisement dans la région.

«Le GPSI nous permettra de favoriser la mise en place d'un gouvernement stable, loin des crises politiques et dans lequel règne la paix parmi les conditions nécessaires au développement d'un pays», a indiqué le ministre de la Défense nationale, le général Richard Rakotonirina, assurant actuellement l'intérim du ministre des Affaires étrangères, hier à l'Hôtel Colbert Antaninarenina.

La COI s'engage donc en faveur de la prévention des crises post électorales qui sont récurrentes en Afrique, mais également dans des pays de l'océan Indien. Un des volets du projet consiste ainsi à renforcer cette prévention en promouvant le dialogue et l'écoute entre les parties prenantes aux élections. La COI organisera également des ateliers de renforcement des capacités des acteurs engagés dans les domaines des élections, dont les médias.

Tsilaviny Randriamanga

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Commission de l'océan Indien.

8 millions d'euros pour la gouvernance, la paix et la stabilité



Lancement du projet GPC à l'hôtel Colbert hier.

Partage et dialogue.

Deux mots d'ordre que les pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) comptent bien mettre en pratique dans le cadre du projet Gouvernance, Paix et Stabilité (GPS) dont le lancement s'est déroulé hier à l'hôtel Colbert. Ce lancement s'inscrit dans le cadre de la présidence malgache de la Commission. Le général de corps d'armée, Richard Rakotonirina, ministère des Affaires étrangères et Président du Conseil des ministres de la COI par intérim, a d'ailleurs souligné qu'" *il s'agit d'un projet phare de la modernisation de la COI afin de répondre aux défis actuels de nos îles* ". Financé par l'Agence Française de Développement (AFD), à hauteur de 8 millions d'euros, sa mise en œuvre durera 54 mois et Madagascar se trouve parmi les cinq états bénéficiaires avec l'Union des Comores, La Réunion, l'Ile Maurice et les Seychelles.

Comme la paix et la stabilité sont devenues des enjeux centraux de la région océan Indien, quatre rubriques répondant à ces enjeux composent le projet. Il s'agit entre autres de la prévention et la médiation des crises, l'amélioration des processus électoraux, le renforcement des institutions démocratiques et la consolidation du rôle de la COI dans la promotion de la paix et la stabilité. "*Nous n'avons plus d'autres choix que d'unir nos forces pour faire de notre espace commun un espace protégé, stable et résilient*", a d'ailleurs soutenu le Général Richard Rakotonirina. Le projet GPS est également mis en œuvre en étroite collaboration avec les États membres dans le respect de la souveraineté des Etats.

Election. A moins d'une année de la prochaine échéance électorale, les partenaires techniques et financiers de la Grande Ile s'activent. Avec le paysage politique un peu contrasté de ces derniers mois, l'issue des élections à venir reste incertaine. Le soutien de la COI dans le processus électoral déjà enclenché est ainsi le bienvenu.

D'ailleurs, elle a toujours été l'un des partenaires traditionnels de Madagascar dans ce domaine. Pour rappel, la COI avait dépêché à la fin de l'année 2018 à Madagascar, à l'initiative et aux frais de la République des Seychelles, trois missions successives de soutien et de solidarité dont une de haut niveau conduite par le président du Conseil de la COI avec le concours du Secrétaire général. Elle avait également mobilisé une équipe d'observateurs au second tour composée d'anciens Secrétaires généraux de la COI.

Recueillis par Julien R.

Plus d'information sur le projet Gouvernance, Paix et Stabilité (GPS) :

- https://actu.orange.mg/lancement-du-projet-paix-stabilite-gouvernance-de-lafd/
- https://www.panapress.com/Ocean-indien-La-COi-lance-les-ac-a_630731347-lang1.html
- https://depeche-taratra.mg/coi-lancement-du-projet-pour-la-bonne-gouvernance-et-la-stabilite-dans-locean-indien/
- https://www.maurice-info.mu/2022-09-24-lancement-officiel-des-activites-du-projet-gouvernance-paix-et-stabilite-de-la-coi.html
- https://imazpress.com/actus-reunion/lancement-officiel-des-activites-du-projet-gouvernance-paix-et-stabilite-de-la-commission-de-locean-indien
- https://www.linkedin.com/posts/ministere-de-la-defense-nationale-madagascar_le-ministre-de-la-d%C3%A9fense-nationale-ministre-activity-6978629116753285120-gc2N?utm_source=share&utm_medium=member_android
- https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=pfbid02rgXYXhwYYmVWei5hGSC8M95cjzvaD9utkE3MmgvWnAFAz2JbCGzSBxfG9J7Dog4El&id=100064519133618&sfnsn=mo
- https://www.facebook.com/actu.mu/posts/pfbid028YjZFYo7nLaEqgMYKs3RHyLhCeLGWZDQNqx8Hg6eprn9ueLhxHhLuomPvMAVerAvl?notif_id=1664094427069405&notif_t=mention&ref=notif
- https://www.facebook.com/AfricaExclusives/posts/pfbid0xgN5yNEJCPQArvUmB2ewmbttwTjV9vyUQ3SAnM8raVWXcT6RyRgQC2j5rrRSjFDfl?notif_id=1663921954570461&notif_t=mention&ref=notif
- https://www.facebook.com/ministeredeladefensenationalemadagascar/posts/pfbid0pGxcWrr8t6tM7qfrX71vGKJzC2Gb7gotw7m2xVmtFMbssZ55UJ1rtAvZLSz1gSvYl
- https://www.facebook.com/ambafrance.madagascar/posts/pfbid031jq5ZUmuNAiys7o1ytyx7JhCQMRVvszVaiMpZKtYt1xUUfEGEaYKNc4cdMT518Ryl?notif_id=1663916779708217&notif_t=feedback_reaction_generic_tagged&ref=notif

Journal télévisé du 23/09/2022

- https://www.youtube.com/watch?v=yHblC6rMdsw

Drier climate expected in coming months, say experts from Seychelles and southwestern Indian Ocean region

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame



Quatre said from October to December 2022 less rain is expected than usual and the same for November through to January. (Gerard Larose)

(Seychelles News Agency) - Seychelles and several other countries in the southwestern Indian Ocean will experience less rain and lower temperatures in the coming four months compared to yearly norms, the **Pre-Climate Outlook** carried out this year shows.

A meteorologist at the Seychelles Meteorological Authority, Egbert Quatre, explained that there are different drivers that they look at before releasing the seasonal forecast.

"The most dominant factor this year is La Niña, which usually means we get less rain. La Niña is based on the temperature of the sea in the Pacific Ocean," said Quatre.

Quatre explained that from October to December 2022, "we expect to have less rain than usual and the same is true for November through to January, even though there will be a slight improvement, getting closer to the normal levels."

This finding was shared during the 11th Session of the Regional Seasonal Forecast Forum of the Southwest Indian Ocean Region (SWIOCOF-11) held in Seychelles from September 19 to 22 in Seychelles. The event was organised by the Seychelles Meteorological Authority, in collaboration with the Indian Ocean Commission (IOC) and Météo France.

The forum brings together national, regional, and international climate experts on an operational basis to produce regional climate outlooks based on input - climate predictions - from all participants.

By bringing together countries with common climatological characteristics, the forum ensures consistency in the access to and interpretation of climate information. Through interaction with users in the key economic sectors of each region, extension agencies and policymakers, the forum assesses the likely implications of the outlooks on the most pertinent socio-economic

sectors in the given region and explores the ways these outlooks could be used by them.
The forum includes meteorologists from 9 countries - Comoros, Reunion - a French overseas department - Madagascar, Malawi, Mauritius, Mozambique, Tanzania, Seychelles, and South Africa.
A climatologist at Météo France, Laurent Labbe, said that the weather will be mostly dry and cold in the northern basin of the Indian Ocean, of which Seychelles is part.
"The zones that will be touched by the reduced rainfall will experience difficulties in terms of water resources and irrigation for agricultural purposes. Seychelles, Tanzania, Northern Mozambique, and Madagascar will be affected," said Labbe.
Quatre explained that it is important to come together annually to do these forecasts for the rainy season as it is a matter that most preoccupies countries of the region."
"Coming together allows us to compare methods, ensuring that we use a common method allowing for coherence on forecasts that we issue. It is also a time during which we can have exchanges and get training from Météo France, based in France," said Quatre.
After January it will be the responsibility of the national meteorological offices of each country to issue these forecasts.

Lire aussi :

- Des difficultés de ressource en eau à venir dans le Sud-ouest océan indien (cycloneoi.com)

Changement climatique – D'ici à janvier 2023 : Les pluies d'été pourraient se faire désirer

— C'est ce que prévoit le Regional Seasonal Forecast Forum du sud-ouest de l'OI, réuni aux Seychelles la semaine dernière — La Météo annonce que « the cumulative rainfall for September to November to be below normal », avec le mois de juillet ayant connu l'hiver le plus rigoureux de ces 18 dernières années



Les conclusions des délibérations des prévisionnistes des différentes stations de cette partie de l'océan Indien, allant des Comores, de La Réunion, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Tanzanie, Seychelles et l'Afrique du Sud, de la semaine écoulée vont également dans le même sens. Le pre-climate outlook qui se dégage est que « from October to December 2022 less rain is expected than usual and the same for November through to January. Seychelles and several other countries in the southwestern Indian Ocean will experience less rain and lower temperatures in the coming four months compared to yearly norms. »

Ces consultations, organisées sous l'égide de la Commission de l'océan Indien (COI), sont considérées comme étant d'une importance cruciale, car « the forum ensures consistency in the access to and interpretation of climate information. Through interaction with users in the key economic sectors of each region, extension agencies and policymakers, the forum assesses the likely implications of the outlooks on the most pertinent socio-economic sectors in the given region and explores the ways these outlooks could be used by them. »
En tout cas, la fin de l'année s'annonce chaude en termes de robinet 24/7 ou robine 24-sek…
Suite de l'article

Les plastiques marins dans l'océan Indien



Prévue du 17 au 19 octobre 2022, cette rencontre internationale entre dans le cadre du projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien). Elle est placée sous le haut-patronage du Président de la République de Madagascar, SE M. Andry Rajoelina, et a pour objectif de mettre en synergie trois piliers importants pour contribuer à la lutte contre la pollution plastique : science, éducation & société, et industriels.
Parmi les participants, des chercheurs du CNRS, de l'IRD et de l'Ifremer issus de plusieurs UMRs présenteront des travaux et activités sociétales sur les plastiques marins. Programme provisoire à télécharger.

Cet événement est coordonné par :
Catherine Bréchignac (Secrétaire Perpétuelle de l'Académie des sciences),
Tsiory Razafindrabe (Directrice de cabinet du Secrétaire perpétuel, Académie des sciences),
Philippe Boncour (Conseiller de l'Ambassadrice déléguée à la science, la technologie et l'innovation)
Thierry Bouvier (Directeur de recherche CNRS/IRD, Coordinateur MARBEC du projet ExPLOI).

La rencontre est co-financée par :
(i) le Groupe inter-académique pour le développement (GID)
(ii) le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE)
(iii) la Commission de l'Océan Indien (COI) à travers le projet ExPLOI (Expédition Plastique Océan Indien) qui est soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Menace sur le microcebus Berthae : Une honte pour Madagascar selon le Pr Jonah Ratsimbazafy



Ce plus petit primate endémique de Madagascar risque de disparaître à jamais.
La destruction effrénée de l'aire protégée du Menabe Antimena est la première cause ayant entraîné la menace qui pèse sur les microcebus Berthae.
« La situation est tout simplement honteuse pour nous Malgaches. Cet animal est le premier primate qui va s'éteindre en ce 21e siècle ». Propos pleins de regrets du Pr Jonah Ratsimbazafy, président du Groupe d'Étude et de Recherche sur les Primates et non moins président de la Société Internationale de Primatologie (SIP), sur la situation du Microcebus Berthae ou Microcèbe de Mme Berthe. En effet, ce plus petit primate du monde risque de disparaître à jamais si des mesures ne sont pas prises dans les plus brefs délais. Et la disparition, à vue d'œil, de la forêt sèche de l'aire protégée du Menabe Antimena en est la première cause avancée. Une situation qui met le pays dans une situation qui est loin d'être confortable si l'on en croit les explications du Pr Jonah Ratsimbazafy. Ce, dans la mesure où c'est la première fois dans l'histoire du monde qu'un Malgache occupe le titre de président de la Société Internationale de Primatologie. Mais également que le pays reçoit chaque année des financements en matière de conservation de la biodiversité. « Je ne sais pas vous, mais j'ai honte de cette situation », déplore le primatologue.
10%. L'entretien a également été l'opportunité pour le Pr Jonah Ratsimbazafy d'interpeller le gouvernement et les parties prenantes à trouver une solution pérenne et concrète aux feux de brousse et aux feux de forêts. « *Si nous continuons ainsi, nous n'aurons plus de forêts dans 30 ans* », lance le primatologue. **Suite de l'article**

Un second cycle à la faculté de médecine s'ouvre en septembre 2023



La Présidente de Région et Présidente du conseil de surveillance du CHU, Huguette Bello, a reçu la Ministre déléguée auprès du Ministre de la santé et de la prévention, chargée de l'organisation territoriale et des professions de Santé, Madame Agnès Firmin Le Bodo. Il a ainsi été annoncé l'ouverture d'un second cycle de faculté de médecine à la rentrée 2023. Nous publions ci-dessous le communiqué de la Région Réunion. (Photo : Région Réunion)



Elles ont procédé à un tour d'horizon des questions relatives à la santé et aux hôpitaux à La Réunion. Au cours de cet échange, la Présidente de Région a fait part du souhait de voir se déployer à La Réunion un cycle complet de faculté de médecine. En réponse, madame la Ministre a annoncé l'ouverture du second cycle à la rentrée de septembre 2023. C'est un dossier sur lequel la Présidente de Région s'est engagée de longue date, avec l'objectif de développer et enrichir l'offre de formations, dans le cadre du Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales de la Région qui est en cours d'élaboration.

Tourisme : Optimisme affiché pour 2023



Steven Obeegadoo : « Constat positif de la progression des arrivées touristiques »
Le taux de récupération par rapport à 2019 est estimé à 81% pour les mois de juillet-août

Rentré au pays de Paris, jeudi, après avoir participé au salon Top Resa, une des plus importantes rencontres des professionnels du Tourisme concernant particulièrement le marché français, Steven Obeegadoo, qui occupe les fonctions de Premier ministre suppléant en l'absence du PM Pravind Jugnauth, a présenté à la presse, jeudi, une image positive de l'industrie touristique mauricienne. Un vent d'optimisme qu'il attribue aux chiffres encourageants des arrivées touristiques depuis la réouverture des frontières. Dans ce contexte, il affiche l'optimisme quant à la performance pour l'année prochaine, dont l'objectif est de 1,4 M de touristes à juin 2023.

« La situation au niveau du tourisme est de plus en plus positive », a d'emblée dit le ministre du Tourisme, en soulignant que le taux de récupération de l'industrie touristique en juillet et août par rapport à 2019 est de 81%. Les arrivées en provenance d'Allemagne et de Grande-Bretagne sont supérieures à celles de 2019 (+114%), observe-t-il, alors que le taux de récupération pour les touristes sud-africains est estimé à plus de 80%. Parallèlement, bien que le marché indien vient de s'ouvrir, le taux de récupération est de l'ordre de 70%. La performance mauricienne sur les marchés comme l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis est en pleine progression. **Suite de l'article**



[EN COUVERTURE]

EN COUVERTURE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

LEVER JUSQU'À 3,6 % DU PIB PAR AN POUR Rrenforcer LA RÉSILIENCE DE MAURICE

SE PROTÉGER CONTRE LES ALÉAS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE REQUIERT LA MOBILISATION DE FONDS COLOSSAUX. AINSI, JUSQU'EN 2030, LE PAYS DEVRA AFFECTER TOUS LES ANS 3,6 % DE SON PIB À DES PROJETS D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. MAIS COMPTE TENU DE NOTRE MARGE DE MANŒUVRE LIMITÉE SUR LE PLAN BUDGÉTAIRE ET DE NOTRE VULNÉRABILITÉ FACE À UNE DETTE ÉLEVÉE, IL NOUS FAUDRA TROUVER DES FORMULES INTELLIGENTES POUR LEVER DES FONDS.

JOANNA SEENARYEN

LA lutte contre le réchauffement climatique est le plus grand défi de ce siècle. Les récentes inondations meurtrières au Pakistan doivent nous servir de piqûre de rappel. Face à l'ampleur du désastre avec plus 1 300 morts recensés à ce jour et un tiers du pays inondé, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Gutteres, a dénoncé l'indifférence du monde face au changement climatique en parlant de «suicide collectif». De même, il a rappelé que le Groupe d'experts climatiques des Nations unies (Giec) a exposé les risques associés à un réchauffement de 1,5 degré qui déclencherait des points de non-retour climatique.

Étant un petit État insulaire, Maurice est particulièrement vulnérable à ce phénomène planétaire. Les risques, on les connaît, des cyclones de plus forte intensité, des inondations et crues soudaines, des glissements de terrain, des périodes de sécheresse prolongées, entre autres. Il faut agir vite et maintenant. Les autorités en sont pleinement conscientes et prévoient d'investir Rs 58 milliards d'ici à 2030. De son côté, dans un récent rapport sur le pays, le Fonds monétaire international (FMI) recommande que jusqu'en 2030, l'État affecte chaque année 3,6 % de son budget, contre 2 % actuellement, à des projets d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.



Toutefois, selon certains experts en développement durable et changement climatique, le financement n'est qu'une partie de la solution pour rendre Maurice plus résilient face aux risques et effets que pose le dérèglement climatique.

Le continent africain émet moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et Maurice ne participe qu'à 0,01 % des gaz à effet de serre à l'échelle planétaire. Le pays ne demeure pas moins en première ligne des territoires menacés par le dérèglement climatique. Il figurait à la 51e place en matière des risques les plus élevés en matière des catastrophes du *World Risk Report 2021*. La volonté politique et un financement adéquat sont essentiels pour faire avancer les choses. Mais force est de constater qu'il y a un déficit de financement, notamment pour les solutions d'adaptation au changement climatique. Du reste, en s'appuyant sur la dernière version (2021) des Contributions déterminées au niveau national (CDN) de Maurice, le FMI rappelle que le pays a besoin de mobiliser une enveloppe de 6,5 milliards d'USD pour augmenter l'aptitude de ces territoires à faire face au changement climatique.

Ce montant fixé pour la période 2014-2015 suivant la signature de l'Accord de Paris, l'horizon pour la réduction promise d'émissions de gaz à effets de serre comprend 2 milliards d'USD pour les plans d'atténuation et 4,5 milliards d'USD pour les solutions d'adaptation. Ainsi, le montant du financement affiché par Maurice pour honorer ses engagements internationaux figure parmi les plus élevés formulé en termes de dollars auprès des petits États insulaires. L'Agence française de développement (AFD) a soutenu sous le programme Adapt'Action la mise à jour des CDN et l'élaboration du plan d'action2 de Maurice. Elle a également aidé le pays à chiffrer les mesures prioritaires, et pour la branche port-louisienne de l'AFD, l'enveloppe définie pour la lutte contre le changement climatique se justifie. *«La CDN révisée de Maurice a été soumise au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 5 octobre 2021, et effectivement estimé à 2 milliards d'USD la mobilisation de financements nécessaires pour des actions d'atténuation et à 4,5 milliards d'USD le montant à mobiliser pour des actions d'adaptation. L'évaluation des financements dédiés à l'adaptation est plus complexe que les financements consacrés à l'atténuation. Les défis sont nombreux et leur implication considérable pour l'ensemble des secteurs d'activité. Cela, que ce soit pour la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer – dont les dernières modélisations estiment qu'elle pourrait atteindre deux mètres d'ici la fin du siècle –, les cyclones dont l'intensité sera renforcée et dont la zone de passage se décalera vers le sud dans l'océan Indien, aux inondations et crues soudaines, aux glissements de terrain, aux précipitations, aux périodes de sécheresse prolongées qui se dessinent»*, explique-t-on à l'AFD. S'agissant de l'ampleur des enjeux, l'AFD précise qu'à +2°C de réchauffement, les dommages liés aux inondations en zones urbaines seraient en moyenne multipliés par deux par rapport à ceux de +1,5°C ; à +3°C, ces mêmes dommages seraient multipliés par quatre.

INONDATIONS : UNE ENVELOPPE DE RS 18,8 MILLIARDS SUR TROIS ANS

Une enveloppe de Rs 18,8 milliards a été budgétée de 2022 à 2025 pour le programme de gestion des inondations. Soit la moitié des dépenses planifiée jusqu'à cette échéance sous le COVID-19 Projects Development Fund. Créé en avril 2020 dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'investissement pour rebondir après l'impact négatif de la pandémie sur l'économie, le COVID-19 Projects Development Fund finance, entre autres, des projets sous l'Economic Recovery Programme (ERP), des projets de drains sous le National Flood Management Programme et la construction de 12 000 logements sociaux. Sous le National Environment and Climate Change Fund, Rs 4,3 milliards sont prévues de 2022 à 2025 notamment pour financer la réhabilitation, la gestion et la protection des plages, des lagons et des récifs coralliens (Rs 539 millions), le programme de gestion des déchets solides (Rs 19 millions), le programme de gestion de glissement de terrain (Rs 1, 2 milliards) et le programme de nettoyage de gestion et d'embellissement (Rs 872 millions).



LES INONDATIONS DE MARS 2013 NOUS RAPPELLENT QUE NOUS NE SOMMES PAS À L'ABRI DES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



MICKAËL APAYA (CHARGÉ DE MISSION CHEZ CAP BUSINESS OCÉAN INDIEN)



SANJU DEENAPANRAY (MANAGING DIRECTOR D'ECOLOGICAL LIVING IN ACTION)



PRÈS D'UN TIERS DU PAKISTAN EST AUJOURD'HUI INONDÉ

DÉFICIT DE FINANCEMENT DE 1,6 %

Les dépenses totales réelles liées au changement climatique à Maurice représentent en moyenne 2 % du PIB par an, dont environ 1,6 % pour l'adaptation. Pour atteindre les objectifs de la CDN d'ici à 2030 (adaptation et atténuation), le FMI estime que les autorités devraient dépenser, en moyenne, environ 3,6 % du PIB par exercice budgétaire sur la période 2014-15 - 2029-30. Cela laisse un déficit de financement potentiel de 1,6 % du PIB par an en moyenne (environ 180 millions d'USD par an). Le déficit de financement pour l'adaptation (0,9 % du PIB) est plus élevé que pour l'atténuation (0,7 % du PIB). *«Par nature, les projets d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre sont plus faciles à financer, que ce soit par des investisseurs ou des institutions financières. Il s'agit d'une catégorie de projets où les gains énergétiques, ou la revente d'électricité au réseau national, enregistrés par le porteur de projet, impactent directement la rentabilité financière. A contrario, les projets d'adaptation, mis à part les gains enregistrés dans le cadre d'une optimisation de l'utilisation ou le traitement d'eau, intéressent plus difficilement les investisseurs privés»*, souligne Mickaël Apaya, chargé de mission à Cap Business océan Indien.

Compte tenu de sa marge de manœuvre budgétaire limitée et de sa vulnérabilité en raison de sa dette élevée, Maurice devra combiner demande de dons et de subventions auprès des fonds verts internationaux ainsi que des prêts concessionnels pour combler ce déficit. Pour Mickaël Apaya, la ligne directrice de la section du rapport du FMI dédiée à la lutte contre le changement climatique est un examen des moyens financiers à la disposition de l'État mauricien. Si la capacité et les moyens de lutte de Maurice ont été étudiés sous le prisme du financement, le nerf de la guerre est ailleurs. *«Quel cadre faut-il alors mettre en place pour rendre ces solutions fondées sur la nature (agroécologie, réhabilitation des zones côtières, préservation des forêts, plan de contingence industriel, entre autres) plus attractive financièrement ? Je suis convaincu que le nerf de la guerre se situe ici et non pas en allant systématiquement chercher des subventions auprès des agences internationales»*, précise Mickaël Apaya. Au-delà de la demande de subventions et de prêts à l'international, le FMI encourage Maurice à s'engager dans des réformes pour dynamiser l'émission d'obligations souveraines bleues et vertes, d'améliorer en amont son *track record* en matière de planification, d'évaluation, d'exécution et de *reporting* des projets liés au climat. Cela dans le but d'améliorer ses critères d'éligibilité à un accès direct aux fonds verts. Mickaël Apaya rejoint l'analyse du FMI concernant le développement des obligations. Il fait ressortir qu'il faut créer l'écosystème nécessaire avec l'ensemble des acteurs locaux et clarifier avant tout si les fonds ne doivent pas être mobilisés par la liquidité déjà en stock au niveau des institutions financières à Maurice.

27 FONDS CLIMATIQUES ACTIFS

Il existe plusieurs fonds climatiques multilatéraux financés par des donateurs, qui s'engagent à financer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets par le biais de subventions, de prêts concessionnels et de garanties. À janvier 2022, les *Climate Funds Update* recensaient 27 fonds climatiques, chacun visant des objectifs et des régions d'intervention différents. Le montant combiné des financements approuvés par ces fonds en faveur de plusieurs pays s'élevait à 3,5 milliards d'USD


[EN COUVERTURE/INTERVIEW]
MAURITIUS
NATIONAL ASSEMB
GRÂCE AU SOUTIEN DU SECTEUR PRIVÉ, LE GOUVERNEMENT ENTEND DÉGAGER PRÈS DE $ 2,3 MILLIARDS DE DOLLARS JUSQU'EN 2030 POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS ÉNONCÉS DANS LA CONTRIBUTION DÉTERMINÉE AU NIVEAU NATIONAL. LES $ 4,23 MILLIARDS SERONT APPORTÉS PAR LES BAILLEURS DE FONDS ET DES MÉCÈNES, INDIQUE LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.
IOANNA SEENAYEN
KAVY RAMANO (MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE)
«DEPUIS 2018, L'ÉTAT MOBILISE RS 2 MILLIARDS PAR AN POUR SOUTENIR LES MESURES D'ADAPTATION»
32


«MAURICE FIGURE PARMI LES PAYS LES PLUS VULNÉRABLES AUX IMPACTS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE»
Réduire à 40 % les émissions de gaz à effets de serre, augmenter d'environ 40 % la contribution des énergies renouvelables dans le mixte énergétique, majorer à 10 % notre seuil d'efficacité énergétique. Où en est-on avec notre stratégie visant à réduire notre empreinte carbone ?
En amont de la COP26, la République de Maurice a soumis la version révisée de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) en octobre 2021 au secrétariat de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique.
Comme vous l'avez souligné, nous avons maintenant revu à la hausse nos objectifs. Ceux-ci doivent être atteints d'ici à 2030, cela comme décidé durant les négociations sur le climat conduites sous l'égide de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique et en ligne avec l'Accord de Paris sur le climat, qui a été adopté en 2015.
Nous sommes en voie de finaliser le plan pour la mise en œuvre des objectifs préconisés dans notre CDN révisé en 2021. Nous avons déjà enclenché une série de mesures en ligne avec ces objectifs. Par exemple, le ministère de l'Énergie et des Utilités publiques a déjà finalisé une feuille de route pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030. Celle-ci trace la voie pour l'expansion des technologies à base d'énergies renouvelables et la diversification du mixte énergétique de Maurice. Elle fournit des informations importantes sur les opportunités d'investissement à court et long termes dans les énergies renouvelables, notamment le solaire, la biomasse, la valorisation énergétique des déchets, l'éolien terrestre, l'hydroélectricité, l'éolien offshore et les vagues.
Il est aussi prévu que le Central Electricity Board investira quelque Rs 5,3 milliards au cours des trois prochaines années. La promotion des véhicules électriques sera aussi soutenue ; la feuille de route est déjà là et les modalités de sa mise en œuvre sont en cours de finalisation. Avec l'appui du Fonds Vert pour le Climat (Green Climate Fund), le ministère de l'Énergie et des Utilités publiques est également en train de travailler sur un projet pour accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone.
Pour combler son déficit en termes de financement pour les projets climatiques, le FMI recommande notamment que le pays se tourne vers des fonds internationaux. Pour ce faire, Maurice doit améliorer en amont son «track record» en matière de planification, d'évaluation, d'exécution et de «reporting» des projets liés au climat. Qu'en pensez-vous ?
En tant que petit État insulaire en développement, la République de Maurice est certainement parmi les pays les plus vulnérables aux impacts du dérèglement climatique. En 2021, le World Risk Report nous a désignés comme le 51e pays le plus à risque aux désastres naturels. Cela confirme le fait que nos priorités demeurent l'adaptation et le renforcement de notre résilience.
Nous sommes conscients que le coût de la mise en œuvre de notre CDN est conséquent, soit environ $ 6,5 milliard, dont $ 4,5 milliard pour l'adaptation et $ 2 milliard pour l'atténuation. Notre CDN couvre une série de secteurs qui sont à la fois vulnérables et importants pour notre économie. Il faut souligner que le gouvernement avec l'aide du secteur privé mobilisera près de $ 2,3 milliards jusqu'en 2030 pour atteindre les objectifs qui ont été fixés. Le gouvernement a également consenti un effort sans précédent depuis 2018 pour mobiliser près de Rs 2 milliards chaque année pour soutenir les mesures d'adaptation, notamment la gestion des inondations et la protection du littoral. Malgré les contraintes survenues à cause de la pandémie, cette enveloppe a été maintenue au dernier exercice budgétaire.
Concernant la mobilisation de ressources financières de la communauté internationale et des bailleurs de fonds internationaux, nous avons déjà enclenché des démarches afin d'obtenir l'accréditation du National Implementing Entity (NIE) qui donne droit à un accès direct à certains fonds internationaux comme l'Adaptation Fund.
De plus, nous avons bénéficié du soutien de plusieurs pays amis dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation. Nous avons eu notamment le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) pour les projets sous la Facilité 2050, le projet Adapt'Action et la *Mauritius Resilience Strategy*.
33

Le Commonwealth Climate Finance Access Hub nous a permis d'avoir un Climate Finance Adviser pour faciliter les différentes initiatives qui sont en cours. De même, le Japon, à travers la Japan International Cooperation Agency (JICA), le gouvernement indien et le haut-commissariat britannique ont apporté leur contribution pour soutenir plusieurs initiatives liées au climat.

Pour améliorer le suivi en termes d'implémentation de projets et pour soutenir le processus de *reporting*, nous sommes en train de finaliser la mise en place d'un NDC Online Registry. Ce projet sera concrétisé sous le projet *Nationally Appropriate Mitigation Actions for Low Carbon Island Development Strategy for Mauritius*. Cela grâce à l'aide financière et technique du Global Environment Facility (GEF) et de l'UN Environment Programme.

Il est à noter que le Climate Change Act promulgué en 2021 permet la mise en place d'un département pour le changement climatique. Ce qui permettra de renforcer la planification et l'exécution des projets, ainsi que le processus de reporting ; une obligation sous la Convention cadre des Nations unies sur le Climat.

Par rapport aux besoins en financement de Maurice, le FMI précise que c'est le plus gros budget en dollars émanant d un petit État insulaire pour combattre les effets du changement climatique, mais aussi que la littérature disponible ne donne pas de données similaires et claires sur l'objectif du pays en termes de mesures d'adaptation. Vos commentaires ?

Notre CDN a été révisé grâce à l'appui financier et technique du gouvernement français à travers l'AFD qui a mobilisé une équipe d'experts de haut niveau. Les estimations du coût de sa mise en œuvre ont été faites de manière objective. Nous sommes donc en phase de finaliser le plan pour la mise en œuvre de notre CDN. Les estimations sont basées sur les études précédentes et nos besoins dans des secteurs clés, notamment l'application de notre *National Disaster Risk Reduction Strategic Framework and Action Plan*, le Land Drainage Master Plan, le renforcement de la résilience du port, la gestion des déchets et la protection de notre littoral.



«LE COÛT DE LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE CDN EST CONSÉQUENT, SOIT ENVIRON $ 6,5 MILLIARDS»

Selon le Public Sector Investment Programme, la gestion des inondations concentrera un important budget de Rs 18,8 milliards sur trois ans. D'où l'importance du Land Drainage Master Plan. À quand une plus grande communication publique sur les moyens de renforcer la résilience des infrastructures et une sensibilisation de la population et des parties prenantes aux solutions d'adaptation ?

Tout d'abord, il faut savoir que la gestion des drains et l'application du Land Drainage Master Plan sont gérées par la Land Drainage Authority qui tombe sous l'égide du ministère des Infrastructures nationales et du Développement communautaire. Comme annoncé dans le discours du Budget de juin 2021, le gouvernement a investi dans un programme national de gestion des inondations – le National Flood Management Programme. C'est une initiative sans précédent avec Rs 11,7 milliards qui seront investies sur trois ans pour la construction de drains à travers l'île. Cela sera dirigé par la Land Drainage Authority (LDA) pour renforcer la résilience aux crues soudaines et aux cyclones. Par conséquent, avec la mise en œuvre du NFMP, les zones inondables sont en cours de révision par rapport au Land Drainage Masterplan. Jusqu'à présent, 305 zones inondables ont été identifiées selon le rapport du Land Drainage Masterplan.

En effet, il est très important de sensibiliser le public à la résilience face aux risques d'inondation. Nous sommes tous conscients que le risque zéro n'existe pas mais le gouvernement a déjà mobilisé des ressources financières considérables pour gérer les inondations à travers le National Environment and Climate Change Fund. Conscients de l'urgence de la situation, nous continuerons à accentuer nos efforts pour renforcer notre résilience aux impacts du changement climatique.

Ainsi, les informations sur la carte inondable ont déjà été soumises aux collectivités locales. À ce titre, toutes les parties concernées, à savoir les propriétaires, promoteurs ou acquéreurs potentiels de toute portion de terrain ayant des questions sur la vulnérabilité aux inondations, peuvent consulter les collectivités locales pour obtenir des conseils sur les conditions imposées. Par ailleurs, les autorités locales consultent la LDA d'abord avant d'émettre le Building and Land Use Permit.

Je souhaite aussi souligner que mon ministère a également entrepris de sensibiliser les parties concernées aux impacts du changement climatique. Cela se fait notamment auprès des jeunes, des étudiants, de la communauté des affaires, des pêcheurs, des organisations féminines, des ONG et de la population dans son ensemble. Je voudrais également souligner que sous le projet Adapt'Action, conduit sous l'égide de l'AFD, nous avons organisé toute une série d'activités de sensibilisation dans plusieurs régions sous le thème : *Climate Change Vulnerability and Adaptation Assessment*. Avec la collaboration du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), nous avons aussi organisé des ateliers de sensibilisation en ligne dans le cadre des consultations pour la révision de notre Contribution déterminée au niveau national.

Lire aussi :

- https://piroi.croix-rouge.fr/conference-rcc-ocean-indien-2022/

JOURNÉE MONDIALE DE LA MER : L'IMPACT DE LA POLLUTION TERRESTRE SUR LES OCÉANS

Le 29 septembre marquera la Journée mondiale de la mer. Pour cette occasion, il est important de se rappeler l'importance des cours d'eau pour la nature et la biodiversité, et donc toute la nécessité de les protéger de la pollution.

PRENDRE SOIN DES OCÉANS, ÇA COMMENCE SUR LA TERRE FERME!

Depuis plusieurs années, les océans sont de plus en plus pollués par les déchets en provenance des continents. Vous avez sans doute notamment déjà entendu parler du fameux « continent de plastique ».

En effet, on estime que **plus de 8 millions de tonnes de déchets plastiques** se retrouvent dans l'océan chaque année! Cela équivaut à décharger dans l'océan un camion à ordures rempli de déchets chaque minute!

Comment les déchets que nous produisons dans nos villes, même situées à des kilomètres de la mer, se retrouvent-ils dans l'océan? Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la pollution dans les océans ne provient pas en majorité des bateaux qui y circulent! Environ 80 % des déchets de plastique qui sont dans l'océan sont issus de la terre ferme (source : Commission de l'océan Indien). Ces derniers proviennent souvent des égouts pluviaux et bandes riveraines, puis circulent dans les ruisseaux, les rivières, les fleuves, puis gagnent finalement l'océan. Donc même si on vit dans une ville loin de la mer, le déchet que l'on jette au sol peut être transporté jusqu'à l'océan!

5 objets les plus souvent retrouvés lors des corvées de nettoyage des berges au Canada



DES EFFETS NÉGATIFS INQUIÉTANTS

La pollution des cours d'eau menace la qualité de l'eau, essentielle à la vie sur Terre, et nuit à de nombreuses espèces. On estime que plus de 600 espèces marines sont affectées par les déchets qui se trouvent dans l'eau et 15 % de ces espèces sont en voie de disparition (source : Gouvernement du Canada).

Il y a aussi le risque que les animaux qui vivent à proximité des cours d'eau se blessent en raison des déchets qui jonchent les berges ou la surface de l'eau. Parmi les déchets qui sont transportés dans l'océan, 1 % resterait à la surface (continent de plastique), 5 % seraient déversés sur les plages et 94 % se déposeraient sur le fond marin. Cela fait en sorte qu'environ 70 kg de déchets se retrouveraient sur chaque kilomètre carré du fond marin (source : Eunomia)! **Suite de l'article**